

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THOMAS HINE ET CO.

16 quai de l'orangerie
16200 Jarnac

Références : 2025 747 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement THOMAS HINE ET CO. implanté 16 QUAI DE L'ORANGERIE 16200 JARNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection et en vue du récolement à certaines dispositions de l'arrêté préfectoral (AP) de septembre 2024 et aux suites données à la visite d'inspection de l'année dernière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOMAS HINE ET CO.
- 16 QUAI DE L'ORANGERIE 16200 JARNAC
- Code AIOT : 0007205504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 27/07/2018 à exploiter deux chais de stockage d'alcools de bouche.

Une procédure d'autorisation environnementale est en cours d'instruction pour la création de deux nouveaux chais et faisant passer l'établissement sous le régime Seveso Seuil Bas au titre de la rubrique 4755 de la nomenclature des installations classées.

Une extension, par la construction de deux chais supplémentaires, a été autorisée par arrêté préfectoral de septembre 2024. Or à date et au vu de la conjoncture de la filière Cognac, la construction de ces chais n'est pas initiée et l'exploitant n'a pas de visibilité à ce sujet. Pour rappel, il s'agit d'un projet de l'ordre de 10 millions d'euros.

Au regard de la conjoncture, l'exploitant est passé en activité partielle depuis le 13 avril 2025. Tout le personnel a une réduction d'activité d'environ 40 %.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Défense incendie | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.8.3 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Sprinklage chai 1 | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.4 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | Installations connexes | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 1.2.5 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 8 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.2.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 11 | Déclenchement du POI | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 8.4.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 12 | Sirène POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point d) | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 14 | Réseau de collecte des écoulements accidentels | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.5.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 15 | Pertes d'utilités | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 8.6.1 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 1.2.1 | Sans objet |
| 3 | Events de surpression | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.13 | Sans objet |
| 5 | Mise à la terre | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.1 | Sans objet |
| 6 | Conformité électrique | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.2 | Sans objet |
| 9 | Circulation dans l'établissement | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.2.3 | Sans objet |
| 10 | Accès du SDIS | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.3.3.1 | Sans objet |
| 13 | Travaux de construction et biodiversité | Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière inspection de 2024 où des manquements en termes de sécurité incendie notamment avaient été relevés, l'exploitant a mis en place les actions correctives *ad hoc* pour un montant global de près de 450 k€ (dont 310 k€ dédiés à l'ajout de la réserve incendie de 2000 m³ et 60 k€ dédiés à la sécurisation du sprinklage desservant le chai 1 et l'auvent de dépotage d'alcools).

L'inspection note positivement le renforcement de la maîtrise du risque incendie du site.

En revanche, plusieurs constats ont été observé, qui nécessitent une prise en compte réactive par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, conformité |
| Prescription contrôlée : |
| Voir tableau de l'annexe confidentielle : QSP totale de 8583,4 m ³ répartie sur 4 chais |

| Désignation du chai | Surface (m²) | Type et caractéristiques du stockage | Quantité maximale autorisée (m³) ou QSP * |
|---------------------|---|---|---|
| Chai 1 (existant) | 1 677 | Barriques, tonneaux, cuves inox 30 cuves inox : 6 715 hl 20 tonneaux bois : 6 360 hl 2 160 barriques de 3,5hl : 7 560 hl | 2155 |
| Chai 2 (existant) | 1 584 | Barriques sur rack, cuves inox 2 cuves inox de 400 hl 4 799 barriques de 4hl | 1999,6 |
| Chai 3 (nouveau) | 1 516 et ce chai est divisé en 2 cellules indépendantes | Barriques, cuves inox 2 cuves inox de 400 hl 5 236 barriques de 4 hl | 2174,4 |
| Chai 4 (nouveau) | 1 516 et ce chai est divisé en 2 cellules indépendantes | Barriques, cuves inox 4 cuves inox de 400 hl 5 236 barriques de 4 hl | 2254,4 |

* QSP : Quantité d'alcool susceptible d'être présente de plus de 40 % de titre alcoométrique.

Constats :

Au vu de la conjoncture de la filière Cognac, le chantier de construction des chais 3 et 4 n'a pas débuté et l'exploitant n'a pas encore de visibilité quant au démarrage du chantier.

L'exploitant tiendra informé l'inspection du calendrier, une fois arrêté, du chantier de construction de l'extension. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur les délais associés à la caducité de l'arrêté préfectoral de septembre 2024 dans le cas où les installations ne seraient pas construites dans les 3 ans.

Enfin, l'inspection a souhaité s'assurer du respect des QSP d'alcools stockés dans les chais 1 et 2. Le jour de l'inspection, 822 m³ étaient stockés dans le chai 1 et 1956 m³ étaient stockés dans le chai 2. Aucun dépassement des QSP autorisées n'est observé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

De façon globale, l'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve incendie d'au moins 2000 m³ à mettre en place en propre sur site (volume nécessaire pour l'extinction du chai 2) ; cette réserve est raccordée à plusieurs modules d'aspiration pour permettre aux engins du SDIS de s'y connecter ; chaque zone est associée à une aire de stationnement d'un engin du SDIS aux dimensions adéquates. En outre, la réserve disposera de 8 aires de stationnement pour les engins du SDIS ainsi que 16 points d'aspiration pour garantir un prélèvement simultané de 960 m³/h pendant deux heures ;
- d'autres réserves utilisables en dehors du site et situées à proximité peuvent être utilisables pour

le site ; dans de tels cas, l'utilisation de ces réserves extérieures au site est encadrée par une convention signée ;

-des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque chai de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 mètres ;

...

Constats :

Lors de la précédente inspection de 2024, il avait été relevé que la réserve incendie de 2000 m³ n'avait pas été installée. L'AP de 2018 prescrit cette réserve, avec une mise en place à échéance fin 2023.

Depuis lors, l'exploitant a transmis des photos attestant de l'ajout de la réserve incendie de 2000 m³ munie de 9 aires d'aspiration pompiers. Le coût associé à l'installation de la réserve (terrassement, réserve, remplissage en eau...) était d'environ 310 k€.



La visite d'inspection a permis de constater que la réserve incendie *supra* était présente et que le volume d'eau requis est disponible ainsi que les prises d'aspiration et aires de stationnement pompiers. L'exploitant a précisé avoir pris contact avec le SDIS pour procéder à la réception de ladite réserve par la réalisation d'un essai de mise en aspiration. À ce jour, l'exploitant n'a pas eu de retour du SDIS.

Lors de la visite des installations, il a aussi été constaté que les PIA du chai 2 et les extincteurs portatifs et mobiles sur roues ont été contrôlés au cours du 1^{er} trimestre 2025.

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de faire réceptionner (essais de mise en aspiration par un engin du SDIS...) la réserve incendie de 2000 m³ par le SDIS et de transmettre le PV de réception à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Events de surpression

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'évents correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.</p> <p>Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'évents, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément Aux normes en vigueur.</p> <p>Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de 2024</i></p> <p>Dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers du DAENV, l'inspection a questionné l'exploitant sur le sujet : « face au risque de pressurisation de cuve prise dans un incendie, les cuves inox seront toutes dotées d'évents convenablement dimensionnés afin de rendre physiquement impossible ce phénomène. » Les trous d'homme valorisés ont les dimensions ad hoc ; en revanche, le dossier ne détaille pas les modalités prises pour démontrer que les serrages appliqués sur les systèmes fixes de fermeture / fixation des trous d'homme des cuves sont compatibles avec la fonction d'évacuation des effets de surpression en cas d'explosion impliquant ces cuves d'alcools ».</p> <p>En réponse, l'exploitant a indiqué : « Afin de garantir la disponibilité des trous d'homme pour les cuves dont les événements ne seraient pas suffisamment dimensionnés au regard du risque de pressurisation, la suppression des ailettes de serrages des trous d'hommes sera mise en œuvre. »</p> <p>Dans le chai 1 (F), l'inspection a constaté la présence de 12 cuves inox ; l'inspection a pu accéder aux parties hautes de ces cuves et il a bien été constaté que les trous d'homme n'étaient pas verrouillés.</p> <p>Dans le chai 2 (G), l'exploitant a précisé que deux cuves inox étaient à mettre en conformité par</p> |

| |
|--|
| <p>l'installation d'événements conformes. Les travaux sont prévus d'être réalisés au plus tard pour la fin du mois de juin 2024.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier que les cuves inox du chai 2 (G) disposent d'événements de surpression conformes ; le dimensionnement des événements devra être justifié.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La mise en conformité de toutes les cuves doit être acquise eu égard aux dispositions du nouvel arrêté préfectoral de septembre 2024.</p> <p>En effet, l'étude de dangers en vigueur du site indique les éléments suivants « Face au risque de pressurisation de cuve prise dans un incendie, l'entreprise prévoit de doter chaque cuve inox d'un événement convenablement dimensionné afin de rendre physiquement impossible ce phénomène. »</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les cuves inox du chai 2 avaient fait l'objet de travaux pour étendre la surface des événements. Ces derniers ont été dotés de protection pare-flammes. Leur dimensionnement n'a cependant pas été analysé par l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Sprinklage chai 1

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réserve d'eau du système de sprinklage du chai n° 1, d'une capacité de 900 m³, peut être implantée au sein d'une installation voisine exploitée par une société tierce. Le cas échéant, l'exploitant établit une convention avec la société tierce en question afin de s'assurer de la disponibilité effective de la réserve et de l'entretien et la maintenance des parties communes du système de sprinklage.</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de 2024</i></p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que la convention qui le lie avec Hennessy pour l'alimentation en eau concernant le sprinklage du chai 1 n'a pas été dénoncée et est toujours en vigueur. L'exploitant n'a pas été en mesure d'en présenter une copie.</p> <p>Aussi, l'instruction en cours du DAENV pour l'extension précise dans l'étude de dangers que « le système fait l'objet d'un dimensionnement et d'un suivi conforme au référentiel APSAD R1. L'installation atteignant les 30 ans depuis la mise sous eau, elle fera l'objet d'une révision triennale du système. A l'issue de ce processus, l'installation fera l'objet d'un nouveau certificat N1 et d'une visite de conformité effectuée par le CNPP ». Pour rappel, le système d'extinction automatique d'incendie date de 1993 ; la visite des 30 ans aurait donc dû être réalisée en 2023.</p> <p>Or, l'exploitant a indiqué que pour des raisons économiques et budgétaires, la vérification n'a pas été faite. L'inspection lui a précisé qu'il était nécessaire de la réaliser dans les plus brefs délais. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification associée et le cas échéant le plan d'actions pour la résorption des non-conformités qui auraient été mises en</p> |

lumière.

Enfin, le système d'extinction automatique d'incendie du chai 1 doit faire l'objet de vérifications semestrielles. Le dernier rapport de visite n'a pas été présenté. Indépendamment des éventuelles anomalies observées depuis les derniers rapports de contrôle datant de 2020 et présentés à l'inspection, l'inspecteur a souhaité s'assurer que les trois non-conformités relevées par TYCO en 2020 (cf. ci-dessous) étaient bien levées.

La visite terrain a permis de constater que seule la non-conformité concernant l'installation d'une extension du sprinklage en dessous des 12 cuves inox du chai 1 (F) avait été levée. Les deux autres (protection tuyauteries et auvents de chargement / déchargement d'alcools) n'auraient pas l'objet d'actions correctives pour des raisons budgétaires. Or, l'exploitant s'était engagé suite à l'inspection de 2020 à y remédier pour 2021. Or cela n'est pas fait.

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de :

- réaliser la visite complète des 30 ans du système d'extinction automatique d'incendie et de transmettre le plan d'actions de résorption des éventuelles anomalies ;
- réaliser les mises en conformité résiduelles de 2020, notamment pour étendre le sprinklage au auvent de déchargement / chargement d'alcools et à la tuyauterie de transfert aérienne d'alcools.

Constats :

Concernant les écarts sur le sprinklage incomplet du site observés depuis 2020, il avait été demandé, à l'issue de la visite d'inspection de 2024, de réaliser les mises en conformité résiduelles de 2020, notamment pour étendre le sprinklage rattaché à l'auvent de déchargement / chargement d'alcools et à la tuyauterie de transfert aérienne d'alcools.

Par courriel en date du 01/04/2025, l'exploitant a transmis des photographies attestant que le sprinklage avait bien été étendu sous l'auvent de dépotage d'alcools et au dessus de la portion aérienne de la tuyauterie de transfert d'alcools reliant la société Hine et Hennessy, site voisin.

Lors de la présente inspection, il a bien été constaté que les dispositifs *supra*, faisant défaut lors du contrôle précédent, avaient bien été mis en œuvre. Les mises en conformité ont coûté environ 60 k€ au global (40 k€ pour la sécurisation de l'auvent de dépotage et 20 k€ pour la sécurisation de la tuyauterie d'alimentation en eau extérieure).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle par la société TYCO du système de sprinklage. Le contrôle a été réalisé le 02/04/2025. Il conclut que la protection par sprinklage est partielle et propose plusieurs observations ou améliorations.

L'exploitant précise qu'une mise à niveau totale du système est nécessaire et que ce point est à regarder via la réalisation de la visite des 30 ans du système. Ce point avait déjà été évoqué lors de la précédente inspection de 2024. L'exploitant n'a pas réalisé cette visite 30 ans au regard de la conjoncture et de son coût avec une mise à niveau de l'EAI. La fourchette évoquée par l'exploitant est comprise entre 200 et 500 k€.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de préciser les suites à donner pour la remise à

| |
|--|
| niveau du système d'extinction automatique d'incendie et de préciser les échéances pour la réalisation de la visite des 30 ans du système. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Mise à la terre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Les masses et équipements métalliques ... sont mis à la terre. <i>Constat lors de l'inspection de 2024</i> Lors de l'inspection, il a été constaté que les cuves inox des deux chais étaient bien mises à la terre ainsi que les racks supportant les barriques d'alcools pour le chai 2 mais cela n'était pas le cas pour le chai 1. Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre à la terre les racks supportant des barriques d'alcools du chai 1. |
| Constats : Les racks supportant les barriques bois dans le chai 1 ont bien été mis à la terre depuis la dernière inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Conformité électrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes...) situés à l'intérieur des installations de stockage, sont de degré minimal IP 55. <i>Constat lors de l'inspection de 2024</i> Lors de la visite des installations, il a été relevé par sondage : - la présence d'une pompe électrique mobile pour le transfert d'alcool dans le chai 2 (G) de marque BORGER et identifiée IP55 ; - la présence de deux pompes de transfert d'alcool dans le chai 1 (F) de marque MANZINI dont le degré IP n'est pas mentionné. |

| |
|---|
| Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que l'ensemble des pompes mobiles de transfert d'alcools sont bien IP 55 a minima. Dans la négative, il se met en conformité suivant un planning déterminé et transmis à l'inspection. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'ensemble des pompes de transfert d'alcools étaient bien IP 55. Des travaux de mise à niveau des pompes non IP 55 ont été réalisés depuis la dernière visite pour les rendre compatible avec le niveau de protection requis.</p> <p>L'exploitant précise que le reconditionnement des pompes a coûté environ 10 k€.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Installations connexes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 1.2.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réserve d'émulseur de 1 m³ destinée aux pompiers (tapis de mousse pour la fosse d'extinction) - bassin étanche déportée de 2000 m³ au Sud du site - zone de confinement sans risque pour les tiers; capacité étanche de 2135 m³ récupérant par voie canalisée les débordements éventuels du bassin de rétention de 2000 m³ |
| <p>Constats :</p> <p>Dans la configuration avant l'AP de septembre 2024, l'établissement Hine partageait son réseau effluents (dont la fosse d'extinction et la rétention déportée) avec le site voisin Hennessy (la rétention déportée externe ayant une capacité d'au moins 1100 m³, cf dispositions de l'AP de 2018 abrogé).</p> <p>Depuis lors, il est imposé, par l'arrêté préfectoral de septembre 2024, à l'exploitant de disposer de son propre réseau effluents avec sa propre fosse d'extinction, rétention déportée (2000 m³) et bassin étanche de gestion des débordements (2135 m³). Au jour de l'inspection et compte tenu du contexte de la filière, le réseau effluents spécifique au site n'a pas été créé. Toutefois, l'établissement est toujours raccordé au réseau effluents de l'établissement voisin, Hennessy. Le dimensionnement du réseau effluents du site voisin est néanmoins en deçà du requis imposé à l'exploitant.</p> <p>La situation observée constitue un écart auquel il faut remédier, selon un calendrier que l'exploitant précisera.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si la fosse d'extinction mutualisée, présente sur le site Hennessy, dispose à proximité d'une réserve d'émulseur de 1 m³ destinée aux pompiers (tapis de mousse pour la fosse d'extinction).</p> |

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de présenter un plan d'actions pour la création de son propre réseau effluents sur site (fosse d'extinction, rétention déportée et bassin étanche de gestion des débordements). Ce plan d'actions devra être associé à un calendrier raisonnable de mise en œuvre.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de s'assurer de la présence d'une réserve d'émulseur (1m³), le temps de la réalisation du réseau effluents interne à Hine, au niveau de la fosse d'extinction mutualisée du site Hennessy.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Contrôle des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>L'exploitant met en place également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vidéosurveillance des accès du site et de l'ensemble des chais ; la vidéosurveillance est fonctionnelle de jour comme de nuit (les éclairages sur site sont suffisants la nuit) ; - une détection anti-intrusion reportée via un système permettant au personnel exploitant d'être avisé en cas de détection, sur tous les bâtiments du site. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'un système de vidéosurveillance avec enregistrement. Les 5 caméras à poste fixe et sans détection de mouvement associé ont été vues par l'inspection. L'écran de supervision est présent dans les bureaux proches de l'auvent de dépotage. L'inspection a visualisé des extraits des enregistrements de la nuit du 11 au 12/06/2025 pour s'assurer de la suffisance des éclairages nocturnes du site pour permettre de disposer d'une image exploitable.</p> <p>Le site dispose de dispositifs anti-intrusion uniquement au niveau des accès aux bâtiments (bureaux et chais). En cas de détection, un appel automatique est généré à destination du responsable du site ainsi que de la société de gardiennage Fichet Bauche, basée à Cognac.</p> <p>Enfin, lors du départ des inspecteurs du site, il a été constaté qu'une portion de la clôture, proche du portail d'accès principal et à proximité des réserves incendie, était fortement détériorée. En l'état, des intrusions sur site sont facilitées et rendues possibles.</p> |

| |
|---|
| |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de procéder à la réparation de la portion de clôture dégradée au niveau de l'entrée principale du site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Circulation dans l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Les chais doivent être accessibles sur au moins un demi-périmètre et les installations (défense incendie, aire de chargement, fosse d'extinction, rétention, etc.) doivent être accessible aux véhicules de secours par au moins une voie engins. Les caractéristiques de ces voies sont : - Longueur minimale : 10 mètres - Largeur utilisable : 6 mètres - Hauteur libre : 4 m |
| Constats : Sur la partie existante des installations (chais 1 et 2), la voie engins présente est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral. La voie n'était pas entravée par des obstacles. De plus, la hauteur libre de cette voie est bien d'au moins 4 mètres. La seule zone où une contrainte de hauteur pourrait être observée au niveau de l'auvent doté d'une toiture entre les deux chais. Cependant, la hauteur de la toiture de l'auvent est supérieure à 4 mètres., |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Accès du SDIS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.3.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention. |
| Constats : |

| |
|---|
| L'accès au site est possible par deux portails situés suffisamment éloignés l'un de l'autre (un portail d'accès principal depuis la voirie et un portail d'accès depuis le site voisin Hennessy). Cette disposition permet de considérer que les pompiers peuvent accéder à l'établissement par deux accès distincts. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Déclenchement du POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 8.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : En cas de déclenchement du POI, l'exploitant s'assure, y compris lors des exercices, que l'alerte soit donnée aux sites privés voisins (en outre, (HENNESSY, VILQUIN, MERRANDERIE DE LA BELLOIRE : aire de covoiturage ou tout exploitant / tiers venant se substituer à ces entités ultérieurement)). |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé réaliser une fois par an l'appel d'alerte vers le site Hennessy, mais pas auprès des autres entités proches. Aucune traçabilité de cette tâche n'est assurée par l'exploitant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre en place un dispositif répondant à la prescription ci-après et d'en assurer la traçabilité lors des exercices : « En cas de déclenchement du POI, l'exploitant s'assure, y compris lors des exercices, que l'alerte soit donnée aux sites privés voisins (en outre, (HENNESSY, VILQUIN, MERRANDERIE DE LA BELLOIRE : aire de covoiturage ou tout exploitant / tiers venant se substituer à ces entités ultérieurement)). » |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 12 : Sirène POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point d) |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; |
| Constats : Lors de l'inspection, un essai de bon fonctionnement de la sirène incendie a été réalisé. Il s'avère que la seule alarme du site est une alarme générale (intrusion, incendie...) uniquement présente |

| |
|---|
| <p>dans les bureaux. Celle-ci n'est pas audible en tout point du site, surtout si du personnel est présent dans les chais.</p> <p>En outre, la sirène POI du site doit disposer d'une portée acoustique suffisante pour répondre aux exigences ci-dessus. En conséquence, il est nécessaire d'étendre le dispositif en intérieur des chais et, le cas échéant, sous l'auvent de dépotage des alcools.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, d'étudier la possibilité d'étendre le dispositif de sirènes POI à l'ensemble du site (intérieur des chais et auvent de dépotage) de sorte que le système d'alerte permette d'aviser l'ensemble du personnel se trouvant sur le site d'un sinistre en cours.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 13 : Travaux de construction et biodiversité

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 9</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les incidences potentielles de destruction ou de dégradation des habitats, de la faune et la flore, l'exploitant en place les mesures d'évitement et de réduction détaillées dans l'étude d'impact susvisé.</p> <p>En outre, il réalise une adaptation du planning des travaux (éviter la période sensible favorable à la nidification de l'avifaune (1er mars au 31 juillet), pour permettre au Faucon crécerelle, nicheur sous l'aire de chargement du site, d'accomplir pleinement son cycle de reproduction).</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs démontrant que les mesures supra ont bien été déclinées. Un plan de contrôle et de suivi de ces mesures est réalisé au fil de l'eau et les justificatifs attestant du respect des recommandations suscitées y sont consignés.</p> <p>Afin de suivre la bonne mise en œuvre des recommandations environnementales liées à la biodiversité et à cet effet, du personnel dûment formé et compétent, ayant des qualifications d'écologue, est dédié à ce suivi spécifique en phase chantier.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier que le personnel susmentionné est bien dûment formé à ces tâches de suivi de la mise en œuvre des recommandations environnementales liées à la biodiversité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les travaux de construction de l'extension (chais 3 et 4 et installations annexes) n'ont pas encore débuté compte tenu de la conjoncture économique de la filière, et l'exploitant n'a pas de visibilité sur le début des travaux.</p> |

| |
|---|
| L'exploitant tiendra informé l'inspection du calendrier, une fois arrêté, du chantier de construction de l'extension. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur les délais associés à la caducité de l'arrêté préfectoral de septembre 2024 dans le cas où les installations ne seraient pas construites dans les 3 ans. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Réseau de collecte des écoulements accidentels

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dimensionnement du réseau de collecte des écoulements accidentels permettant l'évacuation des eaux d'extinction d'incendie (10 l/m²/mn) et de l'ensemble des alcools stockés dans la structure en moins de 4 heures, est correctement réalisé.</p> <p>En outre, le débit d'évacuation minimal est de 25,8 m³/mn (429,2 l/s) établi sur le cas majorant du chai 1 (1677 m² et 2155 m³ de QSP). Ce débit permet l'évacuation du liquide inflammable en feu et limité ainsi la durée de l'incendie dans la structure de façon à garantir la tenue au feu des murs.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection que les débits d'évacuation supra sont atteints et que les équipements permettant cette évacuation sont correctement dimensionnés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué <i>supra</i>, le réseau effluents propre à l'établissement n'a pas encore été créé. Dans le cadre de son dimensionnement, les prescriptions <i>supra</i> devront être prises en compte.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec le point de contrôle 7, Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de présenter, dans le plan d'actions demandé, les justificatifs attestant de son bon dimensionnement pour permettre, en outre, l'évacuation des eaux d'extinction d'incendie (10 l/m²/mn) et de l'ensemble des alcools stockés dans le réseau effluents en moins de 4 heures (temps de la tenue des murs coupe-feu des chais).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 15 : Pertes d'utilités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2024, article 8.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux</p> |

installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou qui alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant fixe les dispositions prévues en cas de perte des utilités pour continuer d'exploiter les installations concernées du site par un accident majeur potentiel par le biais d'une alimentation de secours ou pour mettre ces installations en repli.

Ces passages en alimentation de secours ou en repli font l'objet de tests et d'essais périodiques.

En sus des dispositions de l'article , les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

Une perte d'électricité peut affecter le fonctionnement des organes de sécurité tels que :

- les blocs autonomes ; ils sont secourus par batteries,
- les systèmes de détection incendie, intrusion, et leurs asservissements, sont secourus par batteries (autonomie de à 12h en veille et 10 min en alarme (fonctionnement des sirènes) ;
- le groupe motopompe dispose d'un réservoir de carburant lui assurant un fonctionnement de 6h et d'une réserve de carburant pour 3h. Le carburant sera maintenu hors gel par un antigel. À noter que cet équipement est localisé sur le site voisin de la société HENNESSY, en charge par convention du contrôle et de la maintenance de cet équipement.

Constats :

Un groupe motopompe présent chez Hennessy (site voisin) permet d'alimenter le sprinklage du chai 1. En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les réserves de carburant du groupe et la nourrice annexe de ré-appoint sont suffisantes pour disposer d'une autonomie de fonctionnement répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral en cas de perte d'utilités.

Lors de la visite des installations, il a été constaté que :

- les blocs autonomes sont bien secourus et associés à des batteries (BAES vus lumineux alors que le courant d'alimentation électrique du chai a été coupé) ;
- seules l'alarme et la centrale de détection incendie sont raccordées à des systèmes de type onduleurs ; l'inspection ne s'est pas attachée à vérifier le dimensionnement de ces dispositifs de secours. En revanche, le système de détection incendie intérieur au chai, intrusion, et leurs asservissements, ne sont pas secourus par batteries ou autre à date.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre en place une organisation visant à répondre aux exigences de l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral de septembre 2024. De plus, l'exploitant met en place les actions correctives nécessaires pour justifier que les dispositions suivantes sont satisfaites :

- « - les systèmes de détection incendie, intrusion, et leurs asservissements, sont secourus par batteries (autonomie de à 12 h en veille et 10 min en alarme (fonctionnement des sirènes) ;**

| |
|---|
| - le groupe motopompe dispose d'un réservoir de carburant lui assurant un fonctionnement de 6 h et d'une réserve de carburant pour 3 h. Le carburant sera maintenu hors gel par un antigel. » |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |